



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 04 juillet 2016 (5<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2016-07-05/44**

**OBJET : Indemnité de conseil allouée au receveur**

L'an deux mille seize, le quatre juillet à 19h46, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, , Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTIRON Jean, M. DELTA Edouard, Mme DELORD Jocelyne, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Un (1)**

M. ROUX Harry, à M. ANZALA Jean

**CONSEILLERS EXCUSES : Un (1)**

M. BARDAIL Jean

**CONSEILLERS ABSENTS : Dix (10)**

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, M. DONA-ERIE Alfred, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. MANICOM Grégory, M. MITTEL Florent

**A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson.**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

**Vu** la loi n° 82/213 du 2 mars 1983 modifiée, relative aux droits et libertés des communes ;

**Vu** le décret n° 82/979 du 19 novembre 1982 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;



**Considérant** qu'en vertu des dispositions visées, le conseil communautaire doit se prononcer sur l'indemnité pour la durée de la mandature, qui est accordée au Receveur Communautaire.

**Considérant** que Mme Agnès MEDARD-GORDIAN est chargée de gérer les fonds de l'EPCI, en tant que receveur intercommunal.

**Considérant** que cette indemnité concerne des prestations de conseil d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

**Considérant** que le calcul de l'indemnité se fait sur la base de la moyenne des dépenses réalisées au cours des 3 derniers exercices. Pour l'année 2015 sont prises en compte 2012 – 2013 – 2014.

**Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

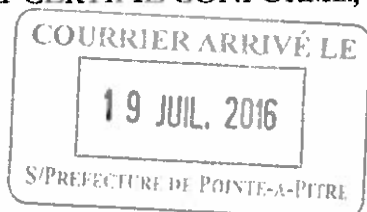
**ARTICLE 1 :** De demander le concours du receveur communautaire pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, définies à l'article 1er de l'arrêté du 16 décembre 1983.


**ARTICLE 2 :** D'accorder une indemnité au receveur, pour la durée de la mandature, une indemnité au taux de 100 %, par an, calculée selon les bases définies à l'article 4 dudit arrêté.

**ARTICLE 3 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



La Présidente,  
  
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*